



Canadian Cancer Society
Société canadienne du cancer

SOCIÉTÉ CANADIENNE DU CANCER
MÉMOIRE PRÉBUDGÉTAIRE FÉDÉRALE 2017

Préparé pour le Comité permanent des finances

Août 2016

À propos de nous

Alimentée par 140 000 bénévoles et un réseau pancanadien d'employés, puis appuyée par des millions de Canadiens, la Société canadienne du cancer est le plus gros organisme caritatif national de la santé au Canada.

Au cours de ses 77 ans d'histoire, la Société a été la championne des améliorations et de l'innovation dans les soins de santé. Nous nous efforçons de trouver des façons nouvelles et meilleures de protéger la santé des Canadiens, de réduire les taux de cancer et les ravages de celui-ci dans notre pays. Au cours des années, nous avons investi plus de 1,3 milliard de dollars dans la science au Canada; nous avons ainsi eu moins de personnes qui ont développé un cancer; davantage de patients cancéreux ont survécu et vivent plus sainement et longtemps.

Nous perpéтуons notre tradition et sommes prêts à travailler en partenariat avec le gouvernement du Canada – au nom de tous les Canadiens – à concrétiser les recommandations du présent document.

Résumé

Le gouvernement fédéral a esquissé les grandes lignes d'un nouveau programme national sur la santé, qui promet de sauver davantage de vies, de créer des systèmes de santé plus durables et de rendre meilleure la vie des patients atteints du cancer et d'autres maladies chroniques. Il s'est engagé à réduire le tabagisme, à renforcer la recherche liée à la santé – d'une importance cruciale – à conclure un nouvel accord sur la santé, qui élargisse les soins palliatifs et à domicile puis améliore l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires.

Le gouvernement fédéral doit maintenant honorer ses engagements et, en partenariat avec les provinces et territoires, réaliser ce programme afin de parvenir à des améliorations mesurables et à long terme dans la prévention, le dépistage et le traitement du cancer et d'autres maladies qui menacent la vie. Cela est particulièrement urgent en raison d'une hausse prévue de 40 % des nouveaux cas de cancer au Canada au cours des 15 prochaines années.

Nous demandons au gouvernement fédéral de prendre les mesures suivantes dans le budget de 2017 :

- S'engager à financer un accord national sur la santé, en partenariat avec les provinces et territoires, qui améliore et garantit l'accès à des soins médicaux de qualité et adéquats – notamment les médicaments d'ordonnance et les soins palliatifs – pour tous les patients atteints du cancer au Canada.

- Renouveler et améliorer la Stratégie fédérale de la lutte contre le tabagisme, qui doit expirer en mars 2017.
- S'engager à faire des investissements cohérents, garantis et à long terme en recherche sur la santé, généralement, ainsi que sur le cancer, en particulier, lorsque sera terminé l'examen de l'aide fédérale accordée à la science, qui est en cours.

Introduction

Le gouvernement fédéral a promis aux Canadiens une nouvelle ère de leadership national en santé. Le gouvernement a opté en faveur d'un nouvel accord sur la santé, en partenariat avec les provinces et territoires, afin que le Canada puisse répondre à ses besoins en santé, soit de « relever les défis inhérents à une population vieillissante »¹. Parmi les objectifs importants du nouvel accord se trouvent l'amélioration des soins palliatifs et à domicile ainsi que l'amélioration de l'accès aux médicaments d'ordonnance nécessaires.

Le gouvernement se lance également dans d'autres projets importants reliés à la santé, renforçant les règlements relatifs à la lutte contre le tabagisme, promettant d'améliorer le soutien financier apporté aux soignants familiaux et au démarrage d'un examen de l'aide fédérale accordée à la science, y compris la somme de près d'un milliard de dollars annuellement dans des programmes de financement en recherche sur la santé.

Ensemble, pendant ce processus, ces engagements peuvent potentiellement réparer des failles dans les systèmes de santé canadiens, sauver des vies ainsi que rendre meilleure la vie des patients et de leur famille.

La réussite dépend de la volonté du gouvernement de faire le prochain pas. Il doit honorer ses engagements et, ce qui est d'égale importance, prendre des mesures pour assurer des résultats mesurables et à long terme dans la façon de combattre la maladie et de soigner ceux qui en sont affectés.

Cancer : un défi de santé économique et pancanadien

Réaliser efficacement le programme du gouvernement pour la santé est d'une importance cruciale dans la lutte contre le cancer. Principale cause de mortalité du Canada, le cancer

¹ Parti libéral du Canada 2015, *Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*, <https://www.liberal.ca/files/2015/10/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>.

correspond à la définition même de problème national de santé. Environ deux Canadiens sur cinq développeront un cancer au cours de leur vie, et à peu près un sur quatre mourra de cette maladie.

Puisque le pays fait face à une hausse prévue de 40 % du nombre de cas de cancer d'ici 2030, cette maladie est le problème de santé le plus grave de notre société qui vieillit². Le défi de prévenir, de dépister et de traiter la maladie est si grand qu'il exige des stratégies spécifiques pour la maladie et un cadre de soutien élargi et pancanadien de politiques, de programmes et de services.

En plus de ses ravages physiques et affectifs, le cancer a des répercussions financières dévastatrices. Des dizaines de milliers de personnes atteintes du cancer luttent pour payer des médicaments, pour trouver des soins à domicile à prix abordable et afin de continuer de gagner suffisamment de revenus pour eux-mêmes et pour leur famille, tout en se faisant traiter. Le cancer a aussi un impact sur l'économie canadienne, coûtant plus de 4,4 milliards de dollars en soins de santé. C'est également la maladie la plus coûteuse au regard de la perte de productivité par suite de décès précoces³.

Sans une réaction nationale forte, efficace et soutenue par les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux, il y a un risque que les cas de cancer croissants submergent notre système de soins de santé, nuisent à la qualité des soins offerts aux Canadiens aujourd'hui et aient un effet sur les investissements requis pour mieux prévenir et traiter la maladie demain. Nous devons éviter cela.

Recommandation 1 : Accord national sur la santé

S'engager à financer un nouvel accord national sur la santé, en partenariat avec les provinces et territoires, qui améliore et garantit l'accès à des soins médicaux de qualité et adéquats – notamment les médicaments d'ordonnance et les soins palliatifs – pour tous les Canadiens atteints d'un cancer.

L'engagement du gouvernement fédéral de conclure un nouvel accord national sur la santé peut aider à corriger de graves lacunes des soins de santé canadiens, en particulier dans les

² Comité directeur des statistiques sur le cancer de la Société canadienne du cancer, *Statistiques canadiennes sur le cancer 2015*, Toronto (Ontario) : Société canadienne du cancer, 2015.

³ Référence : Agence de la santé publique du Canada 2014, Fardeau économique de la maladie au Canada, 2005–2008, Ottawa.

domaines de la couverture des médicaments ainsi que de l'accès aux soins palliatifs et à domicile.

Toutefois, comme les Canadiens l'ont constaté souvent au fil des ans, les gouvernements doivent dépasser le stade des promesses et offrir plus que de nouvelles dépenses pour faire des réformes significatives en santé.

À long terme, l'objectif explicite des investissements fédéraux en santé doit être d'aider à offrir l'accès universel et équitable – à tous les Canadiens –, et ce, pour les services médicaux cruciaux qui ne sont actuellement pas offerts dans le pays de façon équitable et fiable.

Dans le budget de 2017, le gouvernement fédéral doit honorer sa promesse d'investir 3 milliards de dollars sur quatre ans dans de meilleurs soins palliatifs et à domicile⁴. Ce financement devrait servir de versement initial pour les stratégies à long terme, afin que tous les Canadiens atteints du cancer ou d'une autre maladie qui menace la vie aient un accès supérieur à des soins palliatifs adéquats et aux médicaments nécessaires, qu'ils soient soignés à l'hôpital, dans la collectivité ou à domicile.

Le Canada a besoin d'une nouvelle approche qui fonctionne mieux pour les patients et les familles et permette d'abaisser les coûts élevés des soins hospitaliers. En élargissant le soutien aux soignants familiaux et à domicile, notre système de soins de santé peut offrir les soins palliatifs à une fraction du coût des hôpitaux de soins actifs, tout en allégeant le fardeau des patients atteints de cancer et de leur famille.

La Société canadienne du cancer croit que le gouvernement fédéral est un partenaire essentiel pour l'amélioration des résultats et de la qualité des soins prodigués aux Canadiens. Travaillant avec les provinces et territoires, le gouvernement doit concevoir un cadre de responsabilisation pour le nouvel accord sur la santé, qui montre clairement aux Canadiens comment leurs impôts servent à améliorer les soins aujourd'hui et à garantir l'accès universel demain.

Recommandation 2 : Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme

Renforcer la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme (SFLT) en augmentant considérablement son budget annuel de 38 millions de dollars.

En dépit du déclin dramatique du pourcentage des Canadiens qui fument, maintenant à 18 %, la quantité de fumeurs – 5,4 millions au pays – demeure obstinément élevée. Fumer demeure la principale cause évitable de décès au Canada, tuant 37 000 Canadiens annuellement et

⁴ Parti libéral du Canada 2015, *Le bon plan pour renforcer la classe moyenne*, <https://whhttps://www.liberal.ca/files/2015/10/Le-bon-plan-pour-renforcer-la-classe-moyenne.pdf>.

représentant environ 30 % de tous les décès attribuables au cancer. Pour empirer les choses, un nombre inacceptablement élevé de jeunes commencent à fumer chaque année.

Un facteur qui a affaibli le rôle du fédéral dans la lutte contre le tabagisme a été le déclin des ressources. Lors de sa création, il y a presque 15 ans, la Stratégie fédérale de lutte contre le tabagisme (SFLT) du Canada devait avoir un budget annuel de 110 millions de dollars, mais l'investissement d'aujourd'hui correspond à peine à un tiers de ce montant.

Dans la foulée des coupes budgétaires majeures annoncées en 2012, les investissements annuels du gouvernement fédéral pour la lutte contre le tabagisme s'élèvent à 38 millions de dollars – soit juste 1,2 % des 3,3 milliards de dollars recueillis par le gouvernement fédéral par le truchement de taxes sur le tabac. Un financement adéquat est une condition préalable de la stratégie globale et continue de lutte contre le tabagisme dont le Canada a besoin. Avec les bonnes ressources, nous pouvons cibler le tabagisme chez les jeunes, une grande priorité, étant donné que la majorité écrasante des fumeurs débutent au stade de la préadolescence ou de l'adolescence.

La SFLT expire le 31 mars 2017. Il est essentiel qu'il y ait un remplacement plus efficace et adéquatement financé. Aux États-Unis, les investissements par habitant dans la lutte contre le tabagisme sont beaucoup plus élevés qu'au Canada. Le financement annuel par habitant est de 2,85 \$CAN comparativement à 1,05 \$CAN au Canada⁵. Un exemple d'initiative américaine efficace est la campagne « Tips from Former Smokers », qui a été lancée en 2012 et qui, selon les estimations, a aidé 400 000 personnes à abandonner le tabagisme, ce qui représente 50 000 vies sauvées.

En raison de l'ampleur de l'épidémie de tabagisme, la SFLT de Santé Canada doit être globale, bien financée et soutenue. Une hausse du financement favoriserait le retour de campagnes de sensibilisation du public dans les médias de masse; une meilleure recherche ainsi qu'une surveillance et mise en vigueur améliorées; une capacité accrue pour des nouveautés législatives et politiques; une programmation supérieure pour la prévention chez les jeunes, pour le renoncement chez les adultes et pour les populations autochtones. L'apparition de nouveaux produits et tendances tels que les cigarettes électroniques et les pipes à eau (houka) souligne le besoin d'une stratégie plus robuste de la part de Santé Canada.

De nouveaux investissements devraient être coordonnés avec d'autres mesures, y compris une réforme législative détaillée, soulignée par l'emballage banalisé. Le gouvernement s'est engagé

⁵ Le financement fédéral total des É.-U. est de 735 millions de dollars annuellement ou de 2,28 \$US par habitant. Taux de change : 1,25.

à imposer un emballage banalisé, la mesure étant qualifiée de « grande priorité » dans la lettre du premier ministre Justin Trudeau, remise à la ministre de la Santé Jane Philpott. L'emballage banalisé est en place en Australie depuis 2012 et a été récemment adopté au Royaume-Uni et en France.

Recommandation 3 : Recherche en santé

S'engager à faire des investissements cohérents, garantis et à long terme en recherche sur la santé, généralement, ainsi que sur le cancer, en particulier, lorsque sera terminé l'examen de l'aide fédérale accordée à la science, qui est en cours.

La science de la santé est une pierre angulaire de l'économie du savoir et la clé de la lutte contre le cancer. Des décennies de travail par des chercheurs dévoués ont permis de mieux prévenir, dépister et traiter le cancer. Les effets sur les taux de survie ont été particulièrement dramatiques. Aujourd'hui plus de 60 % des Canadiens qui ont un diagnostic de cancer survivront au moins durant cinq ans. Dans les années 1940, la survie était d'environ 25 %.

Le gouvernement fédéral joue un rôle crucial dans la recherche sur la santé. En plus du financement caritatif pour la recherche en santé – y compris l'investissement annuel de 40 millions de dollars de la Société canadienne du cancer – les chercheurs canadiens dépendent du financement public, dont des investissements majeurs d'Ottawa.

Toutefois, les niveaux existants de financement sont inadéquats, ce qui fait du tort à la science de la santé au Canada. Chaque jour, de nombreuses propositions de recherche de première classe ne sont pas financées à cause du manque de ressources. Le budget annuel des Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC) est demeuré à approximativement 1 milliard de dollars depuis 2008 et ne représente maintenant que 2,5 % des dépenses fédérales totales en santé, en baisse par rapport à presque 4 % il y a quelques années⁶.

En apprendre davantage sur nos défis en santé nous permet de nous y attaquer avec plus d'efficacité et d'efficience. Toutefois, même si les investissements des IRSC ont stagné ces dernières années, les transferts fédéraux en santé vers les provinces et territoires ont augmenté de 6 % annuellement. Pour créer des systèmes de santé plus intelligents, et pas seulement plus gros, nous devons voir à ce que nos investissements en recherche n'accusent pas davantage de retard.

⁶ Instituts de recherche en santé du Canada (IRSC), 2015, *CIHR@15 – Rapport annuel 2014-2015*, http://www.cihr-irsc.gc.ca/e/documents/cihr_annual_report_2014-15_e.pdf.